



Philippe ANDRIEUX	Louise GAVARY
Marie-Claude BAUDELET	Viviane GOBEAUT
Martine BESSEIGE	Didier KNOSP
Michèle BUCLON	Victor KOWALYK
Martine BUENO	Nicole LERAUX
Paulette CADET	Michel LOREAU
Christine CHAFIOL	Michel OSSAKOWSKY
Bernard CHARLIER	Elisabeth POGGI
Patrick CHEVALLIER	Roland ROUZEAU
André COLLET	Jacques SILHOL
Nicole COULON	Martine SOREAU
Michel CREMONESI	Edouard VERNIER
Robert DALMAS	Gérard WERMELINGER
Suzanne FORGET	Andrée ZELEZ

Des combats porteurs d'espoir ?

L'année scolaire 2022/2023 aura été riche en mobilisations pour contrer les projets gouvernementaux : assurance chômage, retraites, réformes éducatives, salaires et pensions... Si les résultats sont bien en deçà des espérances, ces batailles ont permis de montrer le vrai visage de la macronie et le décryptage des visées politiques masquées derrière les différents dossiers. Ce travail de fond dans un arc syndical complet, inédit depuis très longtemps, a été l'occasion de dessiner des perspectives, des alternatives aux politiques menées. Alternatives tournées vers l'amélioration des conditions de travail, des conditions de vie, du bien-être de tous et toutes, à l'opposé du tout économique, de la concurrence, des fractures sociales opérées par la politique libérale à l'œuvre depuis des dizaines d'année et accélérée sous Macron.

Même si dans l'opinion publique, le débat d'idée a progressé, le « tous pourris » continue de gangréner les esprits et nuit à la vision objective d'une alternative politique. A contrario, les sondages montrent que malheureusement ce serait l'extrême droite, qui pourtant vote la quasi-totalité des textes du gouvernement, qui tire les marrons du feu... Le travail syndical doit davantage encore montrer par une argumentation rigoureuse la réalité de ce que porte l'extrême droite tant sur le plan économique que sur les plans social et sociétal.

Si les batailles menées jusqu'ici sont loin d'être terminées, d'autres se profilent comme la loi sur l'immigration ou encore, pour le SNEP-FSU, les enjeux autour des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris qui, s'ils ne portent aucune ambition concernant l'héritage qu'ils laisseront, n'auront l'impact qui nous a été « vendu ». A cet effet, le SNEP-FSU va, dès la rentrée, développer une grande campagne visant une grève spécifique dans le deuxième trimestre, pour que les engagements pris lors de la campagne pour l'attribution des JOP soient respectés et que nos revendications soient enfin entendues.

Pour l'heure, c'est le temps des vacances qui arrivent, un moment pour se détendre, se ressourcer, profiter de sa famille, alors, bonnes vacances à tous et à toutes et rendez-vous à la rentrée.

Édito écrit le 28 juin 2023



Benoît HUBERT
co-secrétaire général

Sommaire

ÉDITO

- Des combats porteurs d'espoir ?

p.2

ACTIVITÉ SYNDICALE

- Commission nationale retraité·es - 15 et 16 mai

p.3

ÉCOLOGIE

- L'eau : comment gérer cette ressource essentielle à la vie ?

p.4

JO - PARIS 2024

- JO 2024 : des travailleurs exploités - Écologie
- JO : billetterie, un Loto hors de prix
- JO 2024 : quelles retombées pour Paris et la région parisienne ?

p.5

DÉBAT

- Pour délégitimer l'opposition de gauche, les Macronistes manient l'outrance, la diabolisation et les inexactitudes
- Brève : selon que vous soyez puissant ou misérable...

p.6

INTERNATIONAL

- Palestine : le silence ? ou la solidarité ?

p.7

SÉCURITÉ SOCIALE

- Pour une Sécu à la hauteur des besoins du 21^{ème} siècle

p.8

FGR

- Compte-rendu du congrès de la FGR-FP - Dax du 4 au 6 avril 2023

p.9- 10

CULTURE

- Revue : Alternatives Économiques
- « Un homme sans histoires » de Nicolas CARREAU
- « Mamie Luger » de Benoît PHILIPPON
- « Entre la source et l'estuaire » de Grégoire DOMENACH

p.11

SÉJOUR / SYNDICALISATION

- Verdun et sa région
- Buis les Baronnies
- Rectificatifs
- Syndicalisation

p.12

Pour des raisons de place, la tribune libre de notre collègue Bernard NOEL est reportée au prochain numéro.

Commission nationale retraité·es

Notre commission nationale retraité·es s'est réunie sur une journée et demi, les 15 et 16 mai. Nous étions une quinzaine issu·es de 11 académies. L'objet de cette réunion que nous tenons deux fois chaque année, à l'automne et au printemps est de faire le point sur la situation et l'activité du syndicat en direction des retraité·es syndiqué·es du SNEP. Comme entité au sein du syndicat, nous sommes en relation avec le secrétariat et sommes représenté·es dans le Conseil National d'une part et d'autre part avec la Section Fédérale Nationale Retraités de la FSU qui regroupe les représentant·es des divers syndicats de la Fédération (SNES, SNUipp, SNESup...)

LA SITUATION SOCIALE

Nous avons eu dans un premier temps, un échange sur la situation générale, qui a porté notamment sur le mouvement des retraites, mais aussi sur la situation internationale très préoccupante (guerre en Ukraine) et, avec en toile de fond globale, les questions climatiques et environnementales. Le mouvement social qui s'est déroulé de janvier à juin est exceptionnel par sa durée, la diversité des actions, l'implantation très décentralisée en même temps que des très importantes manifestations dans les concentrations urbaines, le soutien de l'opinion publique et l'unité syndicale maintenue pendant ces 6 mois.

Même si le pouvoir politique a pu faire passer sa réforme tout en étant minoritaire, l'opposition à celle-ci reste forte et perdure. Par ailleurs, nous devons rester vigilant·es sur tous les dossiers qui impactent directement les retraité·es (notamment pouvoir d'achat des pensions, services publics, santé...) où continuent de se manifester des insuffisances et/ou des dégradations. Sur ceux-ci le groupe des 9 organisations et associations de retraité·es continue, là aussi dans l'unité, ses interventions et actions. Cette unité solidement établie est un atout positif.

De cette analyse, nous déduisons les orientations suivantes pour notre activité : bien sûr continuer l'action autant que nécessaire ; l'élargir au-delà des retraites au pouvoir

d'achat, à l'ensemble de la protection sociale, dont la « Sécu », aux services publics ; dénoncer certes, mais avancer nos propositions alternatives et argumenter sur le fond (répartition plus juste des richesses, quel avenir écologique et social...) ; maintenir et améliorer autant que possible le lien du syndicat avec les collègues, l'écoute et les échanges.

ORIENTATION DE NOTRE ACTIVITÉ

Dans une deuxième séquence, nous avons discuté et retenu deux propositions pour notre activité à venir : élargir le contact et les échanges avec les académies dans lesquelles nous n'avons pas de correspondante retraité·e - actuellement 9 -, et rédiger un « mémento retraité·es », à l'image du « SNEP Atout », pour apporter des réponses aux collègues retraité·es sur leur situation et leurs droits, tout en les liant aux enjeux généraux qui les sous-tendent. (cf. orientations).

SYNDICALISME

La matinée de la seconde journée a été consacrée à une conférence-débat, animée par Paul DEVIN, président de l'Institut de Recherche de la FSU (<https://institut.fsu.fr/>) sur le syndicalisme (situation actuelle, questions et perspectives).

Le débat s'est déroulé à partir de la réalité du mouvement social sur les retraites (cf. analyse de la situation), dont on ne peut pas dire à l'avance si et quand le rapport de force établi contribuera à un changement.

Il semble nécessaire d'approfondir le débat sur : les formes nouvelles de mobilisation ; ce que représente la réalité du syndicalisme, de ses valeurs, de la démocratie syndicale ; la validité du syndicalisme aujourd'hui, qui ne semble pas dépassée comme l'affirment certains.

Nécessité également d'actualiser et de « moderniser » nos débats sur : l'indépendance syndicale et le rapport au « politique » ; le rapport (différenciation ou lien

entre revendications sociales (salaires emploi, conditions de travail, sécu...), sociétales (égalité femmes/hommes, place de jeunes, droits de minorités...) et environnementales ; l'unité ou l'union syndicale (on en fait quoi ? ; quelle évolution, comment gérer les différences d'orientation entre organisations syndicales ?...).

Le débat s'est organisé autour des sujets suivants : le rôle positif et mobilisateur de l'unité ; comment faire face à la montée des idées d'extrême droite ? ; le rôle d'une possible alternative politique et le positionnement syndical à cet égard ; la démocratie syndicale à améliorer et le contact avec les collègues à renouer et/ou à développer ; la place des jeunes dans le syndicalisme ; l'importance du débat d'idées sur les questions de fond et celle de la formation syndicale (stages) ; la présence médiatique syndicale - notamment FSU - insuffisante ?

BILAN ET CALENDRIER

La dernière séquence a été consacrée au bilan de la syndicalisation, aux séjours et à notre calendrier :

- La progression du nombre de retraité·es syndiqué·es observée ces dernières années est stoppée ; avec 1 231 syndiqué·es en mai par rapport à 1 250 en juillet 2022, nous risquons même un léger recul que nous allons essayer de contenir. Nous nous adresserons à celles et ceux qui n'ont pas renouvelé leur adhésion et à celles et ceux qui seront en retraite à partir de la prochaine rentrée.
- Les séjours annoncés sont en cours de finalisation ; un séjour en Bretagne est en préparation, mais la pérennité du dispositif est en débat, notamment en raison d'un non renouvellement des candidatures.
- Notre prochaine commission nationale se tiendra les 11 et 12 octobre.

Roland ROUZEAU



L'eau : comment gérer cette ressource essentielle à la vie ?

La gestion de l'eau est devenue une problématique essentielle aujourd'hui. Départements en restriction, incendies dès le mois d'avril 2023 traduisent cette réalité ! Face à cela chaque secteur s'adapte comme il peut quand il pleut insuffisamment. Pour l'agriculture, cette ressource est bien entendu un enjeu prioritaire. Pour la gérer, certains ont envisagé de créer des réserves sous formes de « méga-bassines ». Que penser de celles-ci ?

Les réserves d'eau sont indispensables pour s'assurer de la qualité des récoltes et au-delà préserver les revenus des agriculteur-rices qui nous nourrissent. Être contre les méga-bassines ne veut pas dire être contre les agriculteur-rices mais contre un modèle d'agriculture. D'autres solutions existent et sont recommandées par la Confédération paysanne par exemple. Parmi les manifestant-tes il y a aussi des agriculteur-rices qui sont victimes de l'appropriation de la ressource eau par des agriculteur-rices privilégié-es. Marre de celles et ceux qui arrosent à tout-va à 15 h en plein soleil, l'été, leur champ de maïs. D'autres plantes sont moins gourmandes en eau : le sorgho consomme 30 % d'eau en moins grâce à un système racinaire qui s'implante plus profondément sous terre. Un moyen de lutter en plus contre l'érosion des sols.

Ces mégastructures, ouvrages hydrauliques imperméables sont remplies par pompage dans les nappes phréatiques ou dans les cours d'eau. C'est déshabiller Pierre pour habiller Paul ! Les autres solutions peuvent être les retenues collinaires, ouvrages de plus petite taille, perméables avec le milieu naturel, nécessitant des investissements plus faibles et se remplissant avec de l'eau par ruissellement sans système de pompage ; préserver les espaces boisés ; irriguer plutôt qu'arroser.

D'autres alternatives agricoles existent. Depuis longtemps des paysan-nes pratiquent des systèmes de production autonomes et économes respectueux de la biodiversité et de la ressource en eau, rémunérateurs et permettant une transmission plus facile aux générations futures. Mais elles ne sont pas mises en valeur, elles sont ignorées, voire même combattues. Ces démarches ne font pas vivre l'agro-industrie...

La problématique de l'eau rassemble toutes ces tensions et c'est tout un modèle qu'il est indispensable de repenser. Serons-nous capables de relever ce défi, collectivement, des producteurs aux consommateurs ?

Jo BOULC'H



JO 2024 : QUELLES RETOMBÉES POUR PARIS ET LA RÉGION PARISIENNE ?

Les JO 2024 inquiètent les habitant-es de Seine Saint-Denis et des collectifs dénoncent, depuis le début des opérations, une accélération de "projets de destruction, de pollution, d'expulsion et de spéculation".

Quelques exemples :

- 48 chantiers sont en cours en Seine Saint Denis, dont le Village Olympique, pour un coût estimé à 8,8 Milliards d'euros, hors secteur sécurité (96 % sont financés par des recettes privées : CIO, entreprises privées, billetterie...).
- La Tour Pleyel à Saint-Denis, dans la proche banlieue nord de Paris, est un gratte-ciel constitué à l'origine de bu-

reaux. S'inscrivant dans l'organisation des Jeux, elle est actuellement "restructurée" et deviendra, à partir de 2024, un hôtel de luxe ; hôtel 4 étoiles, complété par un centre de conférences, des commerces, des parkings... Mais pour quelle population après les Jeux ?

- À Dugny, "L'aire des vents" (un parc de 27 ha) est confisqué pour la construction du village des médias. 1 300 logements sont prévus dont 700 pour les journalistes et les technicien-nés, 6,5 ha d'espaces verts sont "artificialisés" et une piscine d'entraînement possédant un "solarium minéral et végétal de 2 000 m²" est prévue, ... mais pas le prix à payer, plus tard, s'y détendre !

- Sur ces 1 300 logements qui vont être construits, 600 seront "accessibles" aux habitant-es de la Seine Saint Denis après les JO, mais 80 % de ces 600 logements seront "en accession à la propriété" et la majorité de la population concernée n'aura pas les moyens d'accéder à ces logements. A qui seront alors attribués les 700 logements restants ?
- Un nouvel échangeur de l'A86 : il va accroître un trafic déjà très dense au détriment des habitant-es du quartier. Quelle qualité de vie dans ce futur quartier ?

JO 2024, Jeux "populaires" ?

Viviane GOBEAUT

JO : BILLETTERIE, UN LOTO HORS DE PRIX

Prof EPS retraité-e, les J.O. vous intéressent. Les prochains comme on le sait ont lieu en France. C'est l'occasion rêvée, vous dites-vous, de pouvoir, une fois dans votre vie, assister à cet événement sportif mondial. Fonçons ! Pas si simple.

Pour accéder à des billets, la première étape est d'être tiré-e au sort. Comme au loto. Si vous franchissez cette étape, la seconde est de choisir parmi des épreuves. Elles vous sont proposées par lots de 3.

Deux seulement vous intéressent ? Choix impossible, vous devez en acheter 3 ! Pour compléter les deux qui vous intéressent, vous en prenez une 3^{ème} qui ne coûte pas cher en vous disant que vous la revendrez. Pas si simple. La revente ne pourra se faire qu'en passant par le site officiel qui la remettra sur le marché, sans garantie de rentrer dans vos frais. Le loto vous dis-je.

Enfin, si vous avez des choix sélectifs pour certains sports qui vous intéressent plus, encore faut-il qu'il reste des places disponibles. Toujours le loto !

Quant aux prix, certes on peut trouver des places à 25 €, mais pour des sports peu courus, en phases éliminatoires, sur des sites éventuellement excentrés en province, et places perdues tout en haut des tribunes, éventuellement dans un coin. Sinon on monte vite à 100 € et on atteint rapidement pour de meilleures places 200, voire plusieurs centaines d'€ ! Un loto, mais en plus, hors de prix (sans compter le transport et l'éventuel hébergement nécessaires cf. article de Bernard CHARLIER).

Vous avez dit populaires les JO de Paris 2024 ?

Roland ROUZEAU

JO 2024 : DES TRAVAILLEURS EXPLOITÉS :

Dès juin 2022, une enquête a été ouverte par le parquet de Bobigny pour travail dissimulé sur le chantier du village des athlètes : ouvriers sans contrat de travail, sans fiche de paie, sans congé, sans papiers.

Des journées de travail commençant à 9h qui peuvent se terminer à 21h, sans paiement d'heures supplémentaires : "C'est soit tu restes, soit tu prends tes affaires". Peu de Français, mais des Turcs, des Portugais, des Arabes, la plupart d'entre eux en situation irrégulière et travaillant parfois sur des chantiers confiés à un établissement public ! (France 24 - "Le Monde").

Écologie :

"Le comité se donne pour objectif de réduire de moitié les émissions liées à l'organisation des jeux" (par rapport à celui des jeux de Londres 2012 et de Rio 2016) pour une compétition à "contribution positive pour le climat".

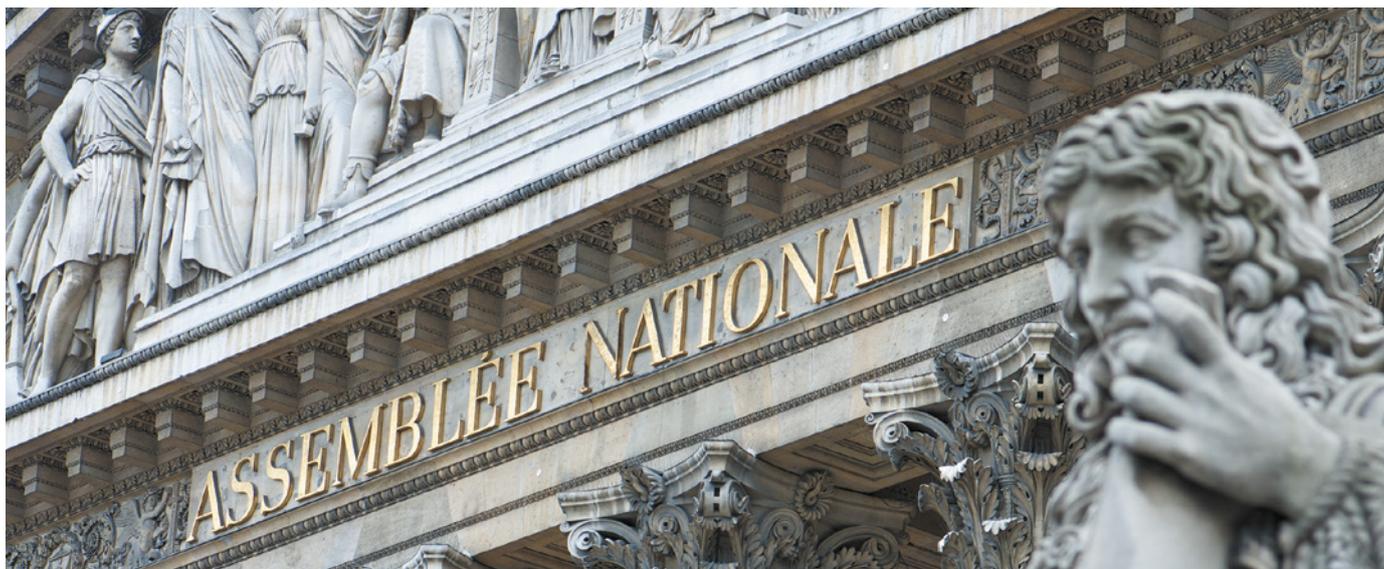
Mais en mai 2023, correction pour un objectif plus réaliste : "diviser par 2 les émissions de gaz à effet de serre" (France info sport - mai 2023), sauf que le premier poste d'émissions n'a pas été étudié : ce sont tous les déplacements des spectateurs, des officiels, des athlètes !

Viviane GOBEAUT



PARIS 2024





Pour délégitimer l'opposition de gauche, les Macronistes manient l'outrance, la diabolisation et les inexactitudes

Les jours se suivent et se ressemblent au sein du camp présidentiel, où plusieurs élu-es et ministres ne cessent d'alerter contre l'« extrême gauche » que représenteraient les élus de la NUPES, en les accusant d'utiliser la contestation contre la réforme des retraites pour instaurer le « chaos » dans le pays. Quelle morgue et quel manque de respect pour les citoyen-nnes qui ont manifesté et ceux et celles qui rejettent majoritairement cette réforme.

Lors de son audition à l'Assemblée nationale le 5 avril, Gérald Darmanin a multiplié les références à « l'ultra-gauche » et à « l'extrême gauche ». Le 6 avril, Olivier Dussopt assumait de mettre un signe égal entre le rassemblement National et la NUPES sur certains aspects.

Alors que la grande gagnante du moment est Marine Le Pen, qui s'oppose timidement à la réforme tout en déroulant sa stratégie de notabilisation à l'Assemblée nationale, presque tapie dans l'ombre, passer plus de temps à taper sur LFI qu'à combattre le RN est un pari risqué. De quoi faire dire à la gauche dans sa diversité que le pouvoir poursuit une stratégie cynique consistant à épargner l'extrême droite car celle-ci reste sa meilleure assurance vie.

Durant l'entre-deux-tours des élections législatives au mois de juin, Emmanuel Macron, Elisabeth Borne et leurs soutiens

dépeignaient déjà les candidat-es de la NUPES en représentant-es de « l'extrême gauche ». Une façon de renvoyer dos à dos les électeur-rices et les candidat-es de la NUPES et celles et ceux du Rassemblement National, en les décrivant comme apôtres « des extrêmes » et donc, in fine, comme poursuivant des desseins comparables qui conduiraient à l'effondrement du pays.

Lors du récent rejet par l'assemblée des comptes 2021 et 2022 de l'État, le rapporteur général du budget et député renaissance Jean-René Cazeneuve a lancé l'argument qui devient pavlovien : « une fois de plus, le Rassemblement national et la Nupes ont voté ensemble ». La réalité des votes au Palais Bourbon depuis le début de la législature aurait dû le conduire à plus de prudence sur le sujet : en effet, selon les décomptes de la DATAN, la minorité présidentielle et la NUPES sont aussi proches (ou éloignées) l'une que l'autre du RN. Les député-es lepénistes votent aussi souvent comme LFI, les écolos ou les communistes que comme Renaissance, à savoir dans 35 % ou 34 % des cas. À noter que le groupe le plus proche du RN de ce point de vue est plutôt LR, avec 55 % de votes similaires. Mais cela, les macronistes ne s'en indignent étrangement jamais.

Ce confusionnisme est dangereux. D'ailleurs, Emmanuel Macron et ses collaborateur-rices étaient moins grossier-ères quand

il s'agissait d'appeler les électeur-rices de gauche à faire barrage à Marine Le Pen au second tour de la présidentielle.

Patrick CHEVALLIER



BRÈVE

SELON QUE VOUS SOYEZ PUISSANT OU MISÉRABLE...

Lors de la manifestation pacifique du 6 Juin, ce n'est pas moins de 12 camions de CRS qui étaient positionnés sur 200m du centre ville afin de protéger la chocolaterie Trogneux (parent de Madame Macron), dont un mastodonte jamais vu à Amiens. Depuis cette date deux meurtres ont été perpétrés (sans doute des règlements de compte), la maire demande des renforts. Où est la police ?

PALESTINE...

LE SILENCE ? OU LA SOLIDARITÉ ?

Les peuples de Palestine célèbrent actuellement la Nakba (catastrophe en arabe) en rappelant que si elle a commencé en 1948 elle se poursuit encore aujourd'hui. Nettoyages ethniques, expulsions, destructions des maisons à Jérusalem-Est, destructions des écoles dans les villages bédouins, agressions physiques, racisme, incendies criminels dans les villages, raids militaires sur Gaza, aucun espace de vie n'est ménagé, aucun jour épargné. Au 132^{ème} jour de l'année 2023, 145 victimes tuées par l'armée ou les colons extrémistes.



Quelques exemples (vécus) :

La politique « d'aménagement » discriminatoire et la destruction systématique d'habitations palestiniennes à Sylwan (Jérusalem est). La même politique détruit des villages entiers et leurs écoles comme le village bédouin Al-Araqeab détruit 215 fois depuis 2010, ou celui de Khan al-Ahmar en proie aux expulsions.

Les incendies criminels de villages en Cisjordanie par les colons, tel Huwara en mars dernier, et très récemment celui de Burqa près de Naplouse, au nez et à la barbe de diplomates européens venus constater (enfin !) le vol des terres !

Ajoutons, les checkpoints, le mur de séparation, entraves majeures à la circulation et source d'enfermement... ainsi que les incursions permanentes dans les villages ou camps de réfugiés...

Faut-il parler d'apartheid⁽¹⁾ ?

Ce concept juridique établi par l'ONU et défendu par les plus grandes ONG de dé-

fense des droits humains (dont Amnesty international, B'Tselem ou Human Right Watch...) est surtout une réalité vécue par l'ensemble du peuple palestinien en Cisjordanie, à Gaza, dans les camps de réfugiés ou même à l'encontre des palestiniens vivant en Israël (les palestiniens de 48).

Et pendant ce temps là...

La liste est longue et chaque jour plus douloureuse... Rien n'arrête le régime d'apartheid israélien, mais le monde regarde ailleurs. L'amplification par la coalition d'extrême droite en Israël n'émeut pas le gouvernement français dont ses zélés préfets empêchent et criminalisent toute action de protestation contre ce régime raciste⁽²⁾. De nombreuses députées ont regardé leurs chaussures au moment de voter une résolution déposée par le député Jean Paul Lecoq condamnant ce régime d'apartheid et demandant la reconnaissance de l'Etat de Palestine, la fin de la co-

lonisation et le droit d'appeler au boycott des produits israéliens.

... On est là !

Mais le peuple palestinien n'est pas seul ! Des coopérations existent. Avec le SNEP et la FSGT nous sommes engagés dans un projet d'amélioration de l'éducation physique à l'école. Malgré les obstacles inhérents à la situation politique, sociale, culturelle ou scolaire, nous avons pu cependant montrer que l'EPS et le sport sont des vecteurs de la solidarité, contribuant à des échanges d'expériences et d'amélioration conjointe des contenus de l'éducation physique. Nous avons pu mesurer que les profs EPS, eux comme nous, ont la même volonté de réussir leur travail (faire progresser les élèves) et d'être respectés dans leurs missions. Au moment où les enseignant·es français menaient une lutte acharnée contre les projets de retraite, les enseignant·es palestiniens menaient une grève de plusieurs mois pour les salaires !

Les luttes pour la dignité professionnelle sont universelles !

Nina CHARLIER

(1) Le crime d'apartheid est constitué par des actes inhumains en vue d'instituer ou d'entretenir la domination d'un groupe racial d'êtres humains sur n'importe quel autre groupe racial d'êtres humains et d'opprimer systématiquement celui-ci (ONU -1973)

(2) Par ex, Salah Hamouri, avocat franco palestinien déporté par Israël vers la France, interdit de parler en meeting, ou l'interdiction d'une manifestation anti apartheid à Montpellier.



Pour une Sécurité à la hauteur des besoins du 21^{ème} siècle

Nous, réunis à Lure (70) les 12, 13 et 14 mai 2023, souhaitons franchir une nouvelle étape collective dans la marche vers l'émancipation humaine en partant de l'appel de Saint-Étienne établi en 2021 à l'initiative de la Convergence nationale des Services publics : <https://www.convergence-sp.fr/pour-que-vive-la-securite-sociale>

Nous avons, tous et toutes, participé activement au mouvement social et à l'ensemble de ses actions contre la réforme régressive des retraites en particulier. Nous prenons l'engagement de continuer la lutte pour revenir au droit à la retraite, digne et en bonne santé, à 60 ans et nous poursuivrons notre soutien à l'intersyndicale dans ses actions futures.

Nous ne pouvons accepter les reculs imposés à la Sécurité sociale qui aggravent les inégalités sociales et territoriales. Il y a urgence à ce que son financement réponde aux besoins humains de santé, de retraite, de réinvestissement dans l'hôpital public, de prestations familiales, de prestations contre la précarité, d'aide au logement, d'animation sociale, lutte contre les accidents du travail et les maladies professionnelles, contre les pertes d'autonomie, ... Il y a urgence à défendre un système de santé solidaire, plus efficace et non lucratif face à la marchandisation de la santé et à la désertification médicale.

Comme rappelé dans l'appel de Saint-Étienne initié par la Convergence, notre fil rouge est la reconquête d'une Sécurité sociale solidaire à la hauteur des besoins du 21^{ème} Siècle, à partir de ses quatre principes fondateurs : unicité, financement par la cotisation qui est du salaire socialisé, installation de la solidarité défini par l'adage « A chacun selon ses besoins, chacun y contribuant selon ses moyens », et enfin à la gestion de la Sécurité sociale par les représentant-es élu-es des assuré-es sociaux-ales lors d'élections spécifiques pour toutes les caisses de Sécurité sociale. Cela implique d'élargir les droits existants et d'ouvrir la porte à de nouveaux droits sociaux. Avec cela, nous pourrons alors

partir des besoins des assuré-es sociaux-ales et non d'une enveloppe fermée comptable (Ondam, Plfss, etc.) sans étude préalable des besoins sociaux. Cela impliquera alors de rompre avec le dogme du blocage du taux de cotisation imposé depuis la contre-réforme de Chirac-Balladur-Juppé de 1995.

Nous allons approfondir divers sujets pour ouvrir le chemin. Nous y travaillerons au niveau des branches actuelles de la Sécurité sociale (Maladie, Accidents du travail et maladies professionnelles, Famille, Vieillesse et Autonomie) en visant une plus grande synergie entre celles-ci et l'entrée dans la Sécurité sociale de ce qui n'y est pas encore, comme par exemple l'Assurance-chômage pour aller vers une sécurité sociale professionnelle et un nouveau statut du/de la travailleur-euse salarié-e.

Cela devra interroger les moyens d'accroître le financement et le rendre plus solidaire et de contribuer au retour à une démocratie délibérative dans la Sécurité sociale. Cela permettra de faire progresser le projet d'une véritable Santé 100 % Sécu liée à un nouveau développement du système de santé et de l'hôpital. Cela demande bien sûr d'aborder le lien entre le travail, la démocratie dans l'entreprise et la Sécurité sociale. Comme inscrit dans l'appel de Saint-Étienne, le nécessaire développement de la prévention suppose par ailleurs d'autres politiques publiques de l'alimentation, du logement et de l'environnement...

Durant l'année qui vient, toute organisation signataire de cet appel pourra proposer un projet sur tout ou partie de la Sécurité sociale qui sera adressé à l'ensemble des organisations, en vue d'un débat ultérieur permettant ensuite d'incorporer ou pas ce projet amendé dans notre socle commun.

Nous engagerons des initiatives locales d'éducation populaire pour que chacun-e se réapproprie ce bien commun qu'est la Sécurité sociale avec celles et ceux qui se reconnaissent dans cet appel. Ainsi, nous pourrons populariser des propositions nouvelles pour

rendre solidaires toutes les branches de la Sécurité sociale, pour mettre en débat l'élargissement ou l'extension de son champ, par exemple à l'alimentation et au logement, pour donner à tous et toutes les moyens de leur autonomie.

Dans ce cadre, nous engagerons également le débat sur notre stratégie à savoir sur le « comment » aboutir à notre projet.

Sans attendre, nous lançons dès aujourd'hui un appel à développer la mobilisation avec un point d'orgue à l'automne, lors du débat au Parlement sur le projet de loi de financement de la Sécurité Sociale pour 2024, dans le respect des prérogatives des différentes organisations signataires de cet appel.

La Sécurité Sociale est notre bien commun.

Ni régression des droits, ni ouverture aux financements privés !

Au 21^{ème} siècle, ce sont des droits nouveaux qui sont nécessaires pour la sécurité des femmes et des hommes, pour l'émancipation humaine et pour la cohésion sociale.

Edouard VERNIER





CONGRÈS de la FGR-FP

DAX du 4 au 6 AVRIL 2023

3 délégué(e)s du SNEP-FSU : BUCLON M. / LOREAU M. / ZELEZ A./

250 à 300 participant·es, de 61 à 89 ans (moyenne d'âge : 71 ans)

Déroulement du congrès et impression générale

- Sur 2 jours et 1/2 : 2 en plénière, 1/2 en commissions.
- Organisation sympathique et conviviale par la FGR landaise.
- Ambiance calme et sereine, sans divergences majeures sur tous les problèmes de fond.
- Voyage en train épique vécu par Andrée (suppressions de trains, problèmes de maintenance).
- La FSU a tenu sa traditionnelle réunion suivie d'un repas.
- Quelques problèmes d'organisation pour les votes des représentants à la CEN en plein rapport et débat d'une commission.
- Le contenu : peu de débats en plénière où les interventions sont plus générales sur les problèmes concernant les retraités·es, en temps que citoyen·nes ayant à se préoccuper également → des problèmes sociaux (emploi, salaires, protection sociale, etc...) → des problèmes internationaux (conflits dans le monde, racisme, exclusion... Voir la motion « Paix et Démocratie »). Les débats importants ont lieu en commission pour l'intégration des derniers amendements issus des

départements ou des régions. Le temps des commissions s'est avéré trop court compte-tenu du nombre de points à débattre, que comportaient certaines motions. → Participation massive à la manifestation du jeudi 6 durant l'heure où elle est passée devant la salle de congrès.

Les problèmes de la FGR-FP

1) Bilan Financier :

- Un déficit important (65 000,00 euros) qui a amené à vendre 1 étage du bâtiment de la FGR-FP. Les raisons de ce déficit : impact du COVID sur adhérent-es direct-es (perte de 30 %), perte d'adhérent-es des syndicats (1,5 %), 14/ 15 sections départementales n'ont plus de FGR-FP. **VOTE : 287 pour / 6 abstentions.**
- Commission de vérification des votes : le SNEP a été tiré au sort pour 2023 à 2029 !!! Se dévouent : titulaire BUCLON M. suppléant LOREAU M.

2) Modifications des Statuts :

- Pour la CEN : 1 délégué pour 1 400 au lieu de 2 000.
- Délégué-es au congrès : pour le SNEP, si le nombre de syndiqué-es se maintient, 4 délégué-es (pour 1 001 à 1 500). Modifications adoptées .

3) Règlement Intérieur :

- Une nouvelle région : Antilles-Amérique latine.
- Un problème de remplacement des titulaires régionaux-ales à la CEN : le/la suppléant-e est invité-e à siéger mais sans avoir le droit de voter. **VOTE : 9 contre dont 1 SNEP.**
- L'intitulé du journal devient : le « Courrier des Retraités et des Retraitées » avec parution 6 fois par an. La question de la



féménisation se pose à la FGR-FP (16 représentants à la CEN, 3 femmes seulement et aucune femme dans les 6 nouvelles candidatures. Un engagement « moral » est pris : énorme effort à faire pour arriver à la parité.

Les éléments évoqués, peuvent amener à se reposer la question de l'avenir de la FGR-FP même si aujourd'hui, elle a toute sa place dans la bagarre qui est menée.

N'a pas été évoquée la possibilité d'augmentation des cotisations.

4) Rapport d'Activité :

- Approuvé à l'unanimité par le congrès.

5) Élection de la nouvelle CEN :

- Délégué-es régionaux-ales et délégué-es nationaux-ales avec 1 adhérent-e direct-e : unanimité (avec 1 adhérent-e direct-élu-e)
- Élection bureau national : secrétaire général : Jacques BRILLET, trésorier national : François CHELERS.

Les commissions

Nous avons couvert 3 commissions sur 4 : Protection Sociale, Fiscalité, Place du Retraité dans la société. Ci-dessous, quelques éléments concernant chaque commission.

1) Protection Sociale :

La FGR demande : 100 % Secu , Suppression CSG, Protection des données de Santé, IVG accessible sur tout le territoire. Doit se préoccuper de : la PSC (protection sociale complémentaire), la « Fin de Vie » avec le droit au choix, l'externalisation des services dans les hôpitaux.

2) Fiscalité :

Hyper complexité. Avec le syndicat des Impôts, un bon nombre d'adhérent-es ont participé aux débats. La FGR-FP demande « Une véritable réforme fiscale d'ampleur qui garantisse une réelle justice fiscale et une meilleure répartition des richesses ».

3) Place du Retraité dans la Société :

Changement de Formulation de l'intitulé : « Place DES Retraités dans la Société »

Problème de la dématérialisation à outrance, le tout Internet étant un élément d'exclusion et de discrimination notamment des personnes âgées. Demande de la Création d'un Ministère (ou au minimum d'un Secrétariat) aux Personnes Âgées.

4) Fonction Publique :

La FGR-FP demande : le maintien de la continuité Salaires / Pensions toujours calculées sur la base des 6 derniers mois, l'intégration des services d'auxiliaires.

VOTES sur les Motions : Unanimité moins 1 abstention.

Compte-rendu des délégué-es au congrès
Michèle BUCLON - Michel LOREAU - Andrée ZELETZ



CULTURE & VOUS

Quelques suggestions de lecture...

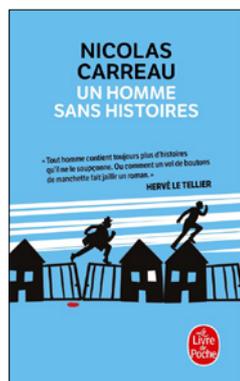


“REVUE”

La revue « Alternatives Économiques » publie un n° hors-série (n° 127 d'avril 2023) intitulé « Guerres et Capitalisme, les liaisons dangereuses ». Il est articulé autour de trois thèmes : les buts de la guerre, les armes de l'après-guerre, en analysant divers conflits de 1757 (pillage de l'empire des Indes, à 2021 (Israël, la start-up nation armée).

C'est un utile éclairage différent sur les conflits armés, qui montre, comme le souligne dans son éditorial Yann MENS, rédacteur en chef international de la revue, « (qu)'à l'évidence, l'effet naturel du commerce n'est pas de porter les pays à la paix », tout en remarquant que des guerres peuvent surgir des progrès, y compris sociaux comme ce fut le cas en Europe avec la seconde guerre mondiale.

Roland ROUZEAU



“Un homme sans histoires”

de Nicolas Carreau

Henri REILLE a toujours préféré l'ennui aux ennuis. Il cherche avant tout à ce que rien ne lui arrive et que sa vie soit la plus banale possible. Être transparent, passer inaperçu est sa ligne de conduite. Chacune de ses journées ressemble à la précédente et à la suivante.

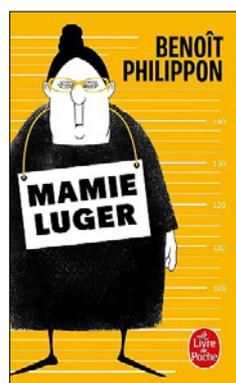
Mais un jour, il voit un de ses collègues, qui s'avère être également l'amant de sa femme, porter la paire de boutons de manchette que possède Henri et à laquelle il tient comme à la prune de ses yeux.

Il va alors commettre l'irréparable pour récupérer ces boutons de manchette dépareillés légués par son grand-père.

Henri prend alors la fuite pour échapper à la police et retrouver, en Allemagne, l'ami de son grand-père qui possède la même fameuse paire de boutons de manchette. Il va traverser plusieurs pays, accompagné de personnages singuliers et farfelus, dans une cavale qui va enfin donner une histoire à celui qui n'en avait pas.

Ce roman rocambolesque et jubilatoire, qui fait immédiatement penser aux bandes dessinées et aux romans déjantés de Fabrice CARO, est un vrai plaisir de lecture.

Patrick CHEVALLIER



“Mamie Luger”

de Benoît Philippon

Berthe, cent deux ans, qui a tiré sur son voisin et sur la compagnie de policiers qui veut prendre d'assaut sa maison, se retrouve en garde à vue. Cette personnalité hors du commun va progressivement faire des aveux à l'inspecteur Ventura, chargé de l'enquête, sur les nombreuses morts suspectes qui ont accompagné sa vie peu banale. Le récit de sa vie est un véritable « feu d'artifice » porté par la verve et la gouaille de la Mamie centenaire.

On sourit très souvent dans ce roman qui est avant tout le portrait d'une femme libre, anti-conformiste qui a toujours lutté contre la domination masculine et le patriarcat.

La joute verbale qu'elle réalise avec l'inspecteur Ventura (qu'elle appelle d'ailleurs Lino) nous renvoie à des dialogues que n'auraient pas reniés Frédéric DARD ou Michel AUDIARD.

Légère et désopilante, l'histoire de Berthe, également marquée par une très belle histoire d'amour, insuffle aussi une émotion et une certaine profondeur à travers l'évocation de sujets très actuels.

Patrick CHEVALLIER



“Entre la source et l'estuaire”

de Grégoire Domenach

Le narrateur convoie avec son père un bateau vers le centre de la France. Lors d'un arrêt dans un petit village du Doubs, ce narrateur s'arrête dans le bistrot local et croise Lazare, un homme défiguré, solitaire qui semble porter un lourd passé. Fortement intrigué, il va chercher à connaître Lazare malgré les réticences initiales de ce dernier à se livrer. Lors d'une journée de pêche, Lazare finit de baisser la garde et va progressivement raconter son histoire dans laquelle se bousculent la passion, le désir, la frustration, le déchirement... jusqu'à la tragédie. Je n'en dirai pas plus car cette histoire mérite d'être découverte au fil des pages. C'est un roman merveilleusement écrit, qui nous immerge dans des flots de mélancolie.

Ce récit qui magnifie les paysages jurassiens est dense, envoûtant et poignant.

Patrick CHEVALLIER



il reste
3 places



VERDUN et sa région

Le séjour à VERDUN, organisé par notre collègue Patrick Chevallier, se tiendra du 17 au 24 septembre 2023. Nous sommes actuellement 18 participantes. **Il reste 3 places.**

Adresse du centre hébergement :

Centre Mondial de la Paix, des Libertés et des Droits de l'Homme

Place Monseigneur Ginisty - Palais Episcopal
55 105 VERDUN (à côté de la Cathédrale ND)

Les draps sont fournis mais les serviettes de toilette sont à apporter.

BUIS LES BARONNIES

Le séjour à BUIS les BARONNIES a été un succès !
Photos souvenir fournies par Michèle Buclon qui avait organisé ce séjour :



RECTIFICATIFS

Un lecteur lyonnais attentif et perspicace, Claude COLLIGNON, nous signale une possible erreur dans l'article « Peut-on satisfaire les revendications ? » paru dans le précédent n° de notre bulletin retraités, page 3, 1^{er} paragraphe (« Quelles richesses ») ligne 3. En effet, le PIB de la France n'est pas de 2,8 milliards de dollars, mais de 2 800 (à 3 000, selon les sources) milliards de dollars. Dans le document de référence, les valeurs sont exprimées en milliers de milliards. C'est bien une erreur qu'on attribuera à l'inattention du rédacteur.

Le même article comporte une autre erreur (décidément avec l'âge, l'étourderie guette certain.es retraité.es). 3^{ème} paragraphe (« Mais la dette ? ») 6^{ème} ligne : les recettes du budget des retraites ne sont pas de 250 milliards, mais de 330 milliards.

Nos excuses. Les relectrices et relecteurs qui ont laissé passer, sont condamnées à payer un coup à la prochaine occasion.

La rédaction

SYNDICALISATION

Pour ce qui concerne les retraité-es SNEP :

Juillet 2022 : 1250 syndiqué-es

Mai 2023 : 1231 syndiqué-es

- 179 non re-syndiqué-es dont 50 nouveaux retraité-es (qui étaient syndiqué-es en activité). Certain-es ont exprimé explicitement leur refus (départ à la retraite, désaccord avec le SNEP).
- Mais 83 nouveaux retraité-es se sont syndiqué-es.

Un envoi sera fait aux 179 non re-syndiqué-es (sauf pour les refus explicites).

Un article paraîtra dans le bulletin national adressé à toute la profession.

REJOIGNEZ LE SNEP-FSU, C'EST PLUS QUE JAMAIS VITAL POUR LA DÉMOCRATIE !

Louise GAVARY

